ifce | ofce

Prévisions d'octobre 2026

2026-2027 : le mauvais alignement des planètes

Perspectives 2026-2027 pour l'économie française

Mathieu Plane, *OFCE, DAP, dir. adj.*
Elliot Aurissergues, *OFCE, DAP*
Clémence Briodeau, *OFCE, DAP*
Sandra Daudignon, *OFCE, DAP*
Magali Dauvin, *OFCE, DAP*
Eric Heyer, *OFCE, DAP, dir.*
Pierre Madec, *OFCE, DAP*
Raul Sampognaro, *OFCE, DAP*

Version en ligne de la prévision : www.ofce.fr/prev/prev2609

Dans cette prévision :

France

Contexte macroéconomique
Cadrage et prévision
Emploi
Ménages
Entreprises
Finances publiques
Commerce extérieur

International

Synthèse internationale
Politique monétaire
Finances publiques
Inflation
Marché du travail
Commerce international

Analyses Pays

Allemagne
Espagne
Royaume-Uni
États-Unis
Chine
Asie (hors Chine)

Etudes spéciales

Ajustement budgétaire 2026-2032

Comptes Pays

Allemagne
Espagne
France
Italie
Royaume-Uni
États-Unis

Présentation

Conférence de Presse

SciencesPo

Veuillez citer ce travail comme suit :

Mathieu Plane, Elliot Aurissergues, Clémence Briodeau, Sandra Daudignon, Magali Dauvin, Eric Heyer, Pierre Madec & Raul Sampognaro (2026). « 2026-2027 : le mauvais alignement des planètes », *Prévisions d'octobre 2026, IFE|OFCE*.

Première publication : 14 octobre 2026
Dernière modification : 16 novembre 2026

Contact
Institut Français d'économie
10 place de Catalogne
75014 Paris, FRANCE
Tel : +33 1 44 18 54 24
https://www.ofce.fr

2026-2027 : le mauvais alignement des planètes

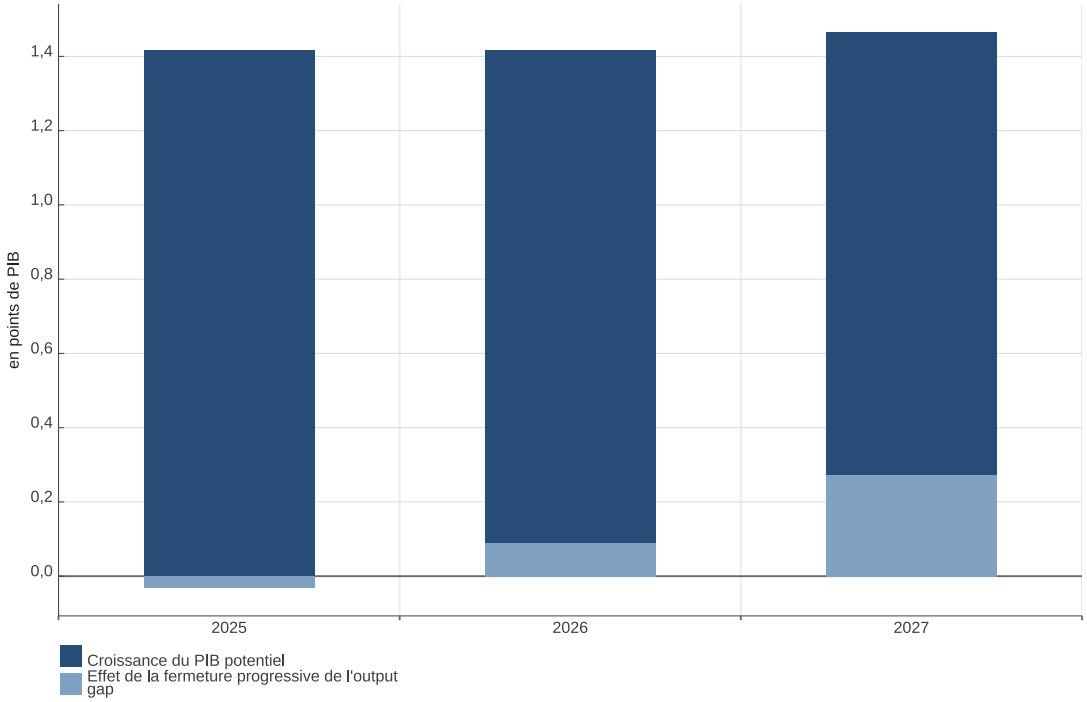
Perspectives 2026-2027 pour l'économie française

Mathieu Plane, Elliot Aurissergues, Clémence Briodeau, Sandra Daudignon, Magali Dauvin, Eric Heyer, Pierre Madec & Raul Sampognaro

1 Anatomie de la croissance

Afin de comprendre la dynamique de l'économie française, nous évaluons, comme pour chaque exercice de prévision, l'impact des principaux chocs économiques à l'oeuvre. L'objectif est d'identifier la contribution des différents chocs à la croissance annuelle du PIB, selon leur nature : énergie, politique budgétaire, politique monétaire, incertitude… Selon nos évaluations, la croissance spontanée du PIB (qui correspond dans le tableau à la croissance hors chocs) serait de 1,4 % pour cette année et l'année prochaine. Elle correspond à la croissance du PIB potentiel, plus la variation spontanée de l'écart de production. Cela suppose implicitement une neutralité de l'ensemble des chocs. A noter que le ralentissement de la croissance potentielle de 2025 à 2027 est compensé par le creusement de l'*output gap* et sa fermeture partielle (graphique 1).

Graphique 1 : Décomposition de la croissance spontanée du PIB sur 2025-2027 (en points de PIB)



Sources : Insee, calculs IFE-OFCE.

Avec une croissance spontanée de 1,4 % et une croissance prévue à 0,4 % en 2026 et 0,5 % en 2027, cela signifie que le bilan des différents chocs est nettement négatif (tableau 1).

Tout d'abord, la hausse du prix des hydrocarbures depuis le déclenchement de la guerre en Iran et le blocage du détroit d'Ormuz amputeraient la croissance française de 0,2 point de PIB en 2026 et de 0,3 point en 2027.

Dans notre scénario central, le choc énergétique est marqué jusqu'à la fin de l'année, avec un prix du baril en moyenne à 95 $ sur tout le second semestre 2026, avant de revenir progressivement en-dessous des 80 $ au 2e trimestre 2027, puis 65 $ fin 2027 (voir partie International: Inflation). Le prix du gaz TTF passerait en moyenne de 37 € le MWh en 2025 à 55 € en 2026 et 53 € en 2027.

Dans un scénario « escalade » correspondant à un enlisement durable du conflit au Moyen-Orient, le prix du baril serait proche de 120 $ au 4e trimestre 2026, puis resterait au-dessus de 100 $ sur l'année 2027 (106 $ en moyenne) et les prix du gaz seraient de 65 € en moyenne en 2026 et 84 € en 2027. L'impact sur le PIB serait de −0,6 point en 2027 dans ce scénario « escalade ». Si l'on intègre également la réaction de politique monétaire liée à la hausse des prix, cela abaisserait notre prévision de croissance du PIB pour 2027 de 0,5 % à 0 %[1].

[1]Un tel scénario amènerait à revoir significativement la trajectoire budgétaire avec des effets très négatifs sur les finances publiques, que ce soit par le manque à gagner de recettes fiscales lié à la perte de croissance (qui font plus que compenser les gains liés au surplus de TVA lié à la hausse des prix HT

La politique budgétaire réduirait l'activité de −0,4 point de PIB en 2026 et en 2027 sous l'effet de la consolidation budgétaire. Afin d'évaluer l'impact budgétaire sur la croissance en 2027, nous avons retenu les mesures contenues dans le Projet de Loi de Finances (PLF) pour 2027. Selon le PLF 2027, l'impulsion budgétaire primaire serait de −0,8 point de PIB en 2027[2] (après −0,5 point en 2026 et −1,2 point en 2025[3] ; voir partie finances publiques), dont environ 40 % serait liée à la hausse des prélèvements obligatoires (PO), le reste étant lié à l'effort structurel sur les dépenses publiques hors charges d'intérêts. Ainsi, sur la base d'une analyse détaillée des mesures contenues dans le PLF, et à partir de notre évaluation, le multiplicateur budgétaire moyen serait de 0,6 en 2027 (sur la base de l'impulsion budgétaire primaire).

Le contexte politique pose toutefois la question de la crédibilité de ce scénario budgétaire. Afin de baliser le débat budgétaire, nous présentons donc plusieurs scénarios alternatifs, avec des effets sur la croissance et le déficit public différents de notre scénario central calé sur le PLF 2027 (voir partie finances publiques).

La hausse de l'incertitude politique apparue depuis la dissolution de l'Assemblée nationale, avec ses conséquences en terme de comportements économiques, amputerait la croissance de −0,2 point de PIB en 2026 (après −0,3 point en 2025) et de −0,1 point en 2027. Au total, depuis la dissolution, la hausse de l'incertitude liée à la politique nationale amputerait le PIB de −0,8 point de PIB sur la période 2024-2027. Pour 2027, nous supposons, dans notre scénario central, une stabilité de l'incertitude à son dernier point connu. Une évolution de l'incertitude qui remonterait à ses pics historiques conduirait à réviser la croissance entre −0,1 et −0,2 point de PIB selon le profil retenu.

La politique monétaire, qui constituait jusqu'à présent l'un des rares leviers favorables à la croissance, devient désormais un frein, avec la hausse conjuguée des taux courts et des taux longs. En effet, après une baisse de 2 points des taux courts entre juin 2024 et juin 2026, ceux-ci ont commencé à remonter en juin 2026, puis en septembre, en raison du choc énergétique et du retour de l'inflation. Et cette hausse devrait se poursuivre par deux nouvelles augmentations d'ici la fin de l'année. Les taux longs ont, quant à eux, fortement augmenté depuis la fin février 2026, passant de 3,2 % à 4,9 % début octobre. Dans notre scénario de prévision, nous supposons que les taux longs seraient à 4,5 % en moyenne sur toute la période de prévision, ce qui correspond à la moyenne des taux de septembre. En raison des effets de diffusion relativement longs de la politique monétaire sur l'activité (entre 9 et 18 mois), l'impact de la politique monétaire et de l'évolution des taux serait encore légèrement positif en 2026 (+0,1 point de PIB) avant de devenir négatif en 2027 (-0,1 point de PIB).

Enfin, les autres effets liés aux canicules et aux sécheresses, notamment sur la production agricole, mais aussi les perturbations des chaînes de production et d'approvisionnement liées aux tensions dans les détroits d'Ormuz et de Bab-el-Mandeb, réduiraient la croissance française de −0,2 point de PIB en 2026. Une partie de cet effet négatif de 2026 serait compensée en 2027, avec un effet positif sur la croissance en 2027

à la pompe) mais aussi par les mesures budgétaires d'urgence qui pourraient être mises en place pour faire face à une telle situation.

[2] L'effort structurel primaire serait de 1,2 point de PIB. En 2027, l'élasticité des recettes fiscales au PIB inférieure à l'unité et la baisse des recettes hors PO conduiraient à une perte budgétaire de −0,4 point de PIB.

[3] L'impulsion budgétaire totale (qui intègre la dynamique des charges d'intérêts) est de −0,2 point en 2026 et −0,4 point en 2027.

(+0,1 point de PIB), en particulier si les épisodes caniculaires de 2026 ne se reproduisent pas en 2027.

Tableau 1 : Cadrage macroéconomique pour l'économie française

En points de PIB	2025	2026	2027
Croissance hors chocs	**1,4**	**1,4**	**1,4**
Politique monétaire et taux	0,1	0,1	−0,1
Politique budgétaire nationale	−0,4	−0,4	−0,4
Energie	0,1	−0,2	−0,3
Incertitude globale	−0,5	−0,3	−0,1
dont incertitude liée à la politique nationale	*−0,3*	*−0,2*	*−0,1*
Effets liés au commerce mondial	0,1	−0,1	0,0
dont politique budgétaire des partenaires	*0,0*	*0,1*	*0,0*
Autres effets (approvisionnements, canicules…)	0,1	−0,2	0,1
Croissance observée et prévue	**0,9**	**0,4**	**0,5**

Note : La croissance hors chocs correspond à la croissance potentielle augmentée de la fermeture de l'écart de production. La somme des contributions des chocs et de la croissance hors chocs donne la croissance observée et prévue.

Sources : Insee, calculs IFE-OFCE, prévision IFE-OFCE octobre 2026.

Encadré 1: Prévision en temps réel du PIB au 3e trimestre

par *Magali Dauvin* et *Raul Sampognaro*

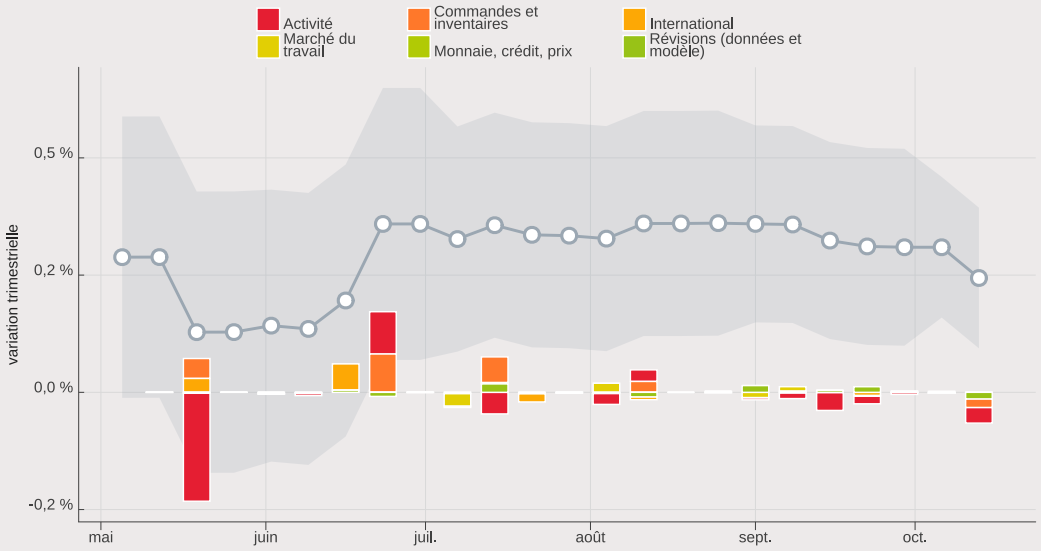
L'ensemble de l'information conjoncturelle disponible a été synthétisée par notre modèle de prévision en temps réel[(a)]. Partant d'une base de données portant 136 indicateurs conjoncturels portant sur différents pans de l'économie française et internationale, nous avons sélectionné — selon le contenu informationnel non redondant qu'ils fournissent sur le chiffre de la croissance du PIB trimestriel — et modélisé 19 indicateurs.

Parmi les 19 indicateurs on trouve 6 variables tirées de l'enquête de la Banque de France, 4 indicateurs détaillés sur la production industrielle hexagonale, 2 variables retraçant les évolutions sur le marché du travail, 4 variables d'activité internationale. Enfin, les 3 dernières variables tiennent compte du chiffre d'affaires à l'exportation des industriels, de l'évolution des prix à la consommation et de l'opinion des ménages concernant l'opportunité de faire des achats importants.

4

En mobilisant l'ensemble de l'information disponible au 13 octobre 2026, notre modèle de *nowcasting* anticipe une croissance de 0,2 % pour le 3e trimestre 2026 (avec 75 % des observations du trimestre). La graphique 2 présente l'évolution de la prévision en temps réel du PIB du 3e trimestre réalisée chaque semaine à l'aide de ce modèle statistique, avec les intervalles de confiance entourant cette prévision.

Graphique 2 : Nowcasting du PIB pour le 3e trimestre



Note : L'aire grisée représente l'intervalle de confiance de la prévision en temps réel. Dernière mise à jour de l'indicateur : mardi 13 octobre 2026.
Source : calculs IFE-OFCE.

Il est important de rappeler que ce modèle est un complément à la prévision et non pas un substitut. En particulier, les informations conjoncturelles sélectionnées par leur corrélation historique avec la croissance du PIB portent sur l'industrie (50 % des variables du modèle). Par ailleurs, le modèle incorpore 25% de variables portant sur la situation des ménages (emploi, consommation, etc.), 20 % la conjoncture internationale et enfin une série porte sur l'activité dans les services. Or, au cours du premier semestre, l'industrie manufacturière a affiché une dynamique nettement plus favorable, avec une croissance moyenne de la valeur ajoutée de +0,4 % par trimestre, contre 0 % au niveau global.

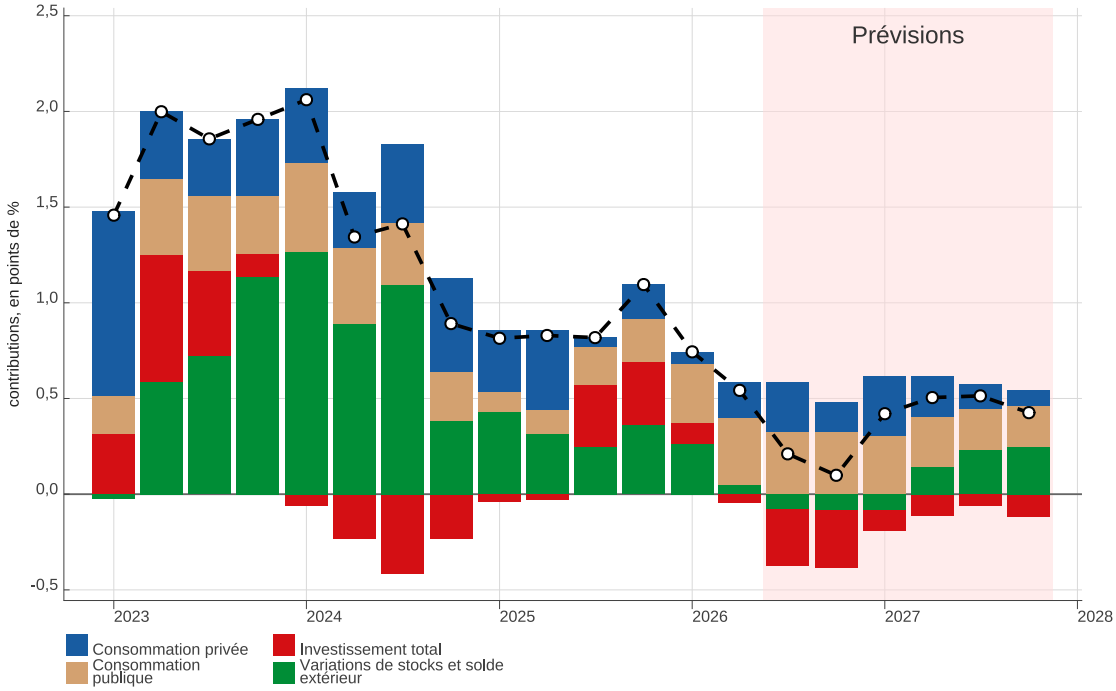
Dans ce contexte, même si le choix des séries a été réalisé sur la base de corrélations historiques avec le PIB, les chocs spécifiques observés pendant le premier semestre de l'année, concentrées dans l'agriculture et le BTP peuvent être mal capturés par le modèle de *nowcasting* dont l'apport reste celui d'un accompagnement dans l'analyse globale du cycle conjoncturel.

[4](a): M. Dauvin, O. Jullien de Pommerol, R. Sampognaro (2025), « Nowcasting du PIB français: un modèle à facteurs dynamiques », *Document de travail OFCE*, n°16 (septembre 2025)

2 Les moteurs internes de la croissance sont quasiment à l'arrêt

A très court terme, nous prévoyons que la croissance du PIB serait de 0,1 % au 3ème trimestre 2026, ce qui diffère quelque peu de la prévision issue du *nowcast* (voir encadré), notamment en raison des effets spécifiques sur l'agriculture liés aux canicules ou au BTP qui sont mal captés par cet indicateur. Au 4ème trimestre, elle serait de 0,2 %, puis évoluerait au rythme moyen de 0,1 % par trimestre sur l'ensemble de l'année 2027 (tableau 2). En glissement annuel, la croissance du PIB ne serait que de 0,1 % en fin d'année 2026, avant de légèrement remonter pour atteindre 0,4 % fin 2027 (graphique 3).

Graphique 3 : Composantes de la croissance du PIB (contributions en glissement annuel, en points de %)



Note : La croissance du PIB (courbe en pointillés) est la somme des contributions.
Sources : Insee, calculs IFE-OFCE, prévision IFE-OFCE octobre 2026.

La consommation privée connaîtrait une croissance positive mais très faible (avec respectivement 0,3 % en 2026 et 0,4 % en 2027), impactée par la contraction du pouvoir d'achat et l'investissement logement continuerait à se contracter dans un environnement des taux (voir partie ménages).

L'investissement des entreprises serait en stagnation, marqué par des forces opposées, avec d'un côté un coût du capital en augmentation qui freine les projets d'investissement et de l'autre certaines tensions sur les capacités de production et la hausse des investissements dans l'IA (voir partie entreprises).

La consommation publique resterait positive (1,3% en 2026 et 1 % en 2027) mais serait freinée par le programme d'ajustement budgétaire ciblant des économies du côté des services publics, avec notamment le gel du point d'indice de la fonction publique. L'investissement public resterait orienté à la baisse malgré la fin du cycle électoral lié aux élections municipales en raison de la politique budgétaire demandant un effort de 5 milliards aux collectivités locales en 2027 (voir partie finances publiques). L'impact négatif serait en partie réduit par la montée en charge des dépenses liées à la défense.

Les mouvements de commerce extérieur et de variations de stocks sont marqués au 1er semestre 2026. Le déstockage se poursuivrait au second semestre combiné à une croissance dynamique des exportations. Au-delà, la contribution du commerce extérieur continuerait à soutenir la croissance, au-delà des seuls effets liés aux variations de stocks (voir partie commerce extérieur).

Tableau 2 : Compte Emploi-Ressources pour l'économie française

	2025		2026				2025	2026	2027
en %	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
PIB[a]	**0,4**	**0,3**	**−0,2**	**0,0**	**0,1**	**0,2**	**0,9**	**0,4**	**0,5**
PIB par habitant[a]	0,3	0,2	−0,3	−0,0	0,0	0,1	0,6	0,1	0,1
Consommation ménages[a]	0,1	0,2	−0,3	0,3	0,2	0,1	0,5	0,3	0,4
Consommation publique[a]	0,5	0,2	0,3	0,4	0,4	0,2	0,6	1,3	1,0
FBCF totale[a,b]	0,7	0,1	−0,8	−0,3	−0,4	0,1	0,7	−0,6	−0,5
dont : SNF-EI[a]	1,0	−0,3	−0,5	0,1	−0,5	0,3	0,7	−0,2	−0,2
ménages[a]	0,5	0,6	−1,6	−0,4	−0,1	−0,2	0,1	−1,3	−0,5
APU[a,b]	0,5	0,3	−1,4	−1,1	−0,6	−0,5	2,7	−1,8	−1,2
Exportations[a,c]	2,8	1,0	−3,0	2,9	1,4	1,0	2,4	2,2	3,7
Importations[a,c]	1,0	−0,5	−0,6	1,1	0,6	0,6	3,0	1,1	2,2
Demande intérieure[a,d,e]	0,3	0,2	−0,3	0,2	0,1	0,1	0,6	0,3	0,3
Variations de stocks[a,e]	−0,5	−0,5	0,9	−0,7	−0,3	−0,1	0,5	−0,3	−0,4
Commerce extérieur[a,c,e]	0,6	0,5	−0,8	0,6	0,3	0,1	−0,1	0,4	0,5
Inflation[f]	1,0	0,9	1,0	2,1	2,5	3,0	0,9	2,2	1,9
Taux de chômage[g]	7,7	7,9	8,1	8,3	8,4	8,5	7,6	8,3	8,7
Solde courant[h]	—	—	—	—	—	—	−0,3	—	—
Déficit public[h]	—	—	—	—	—	—	−5,1	−5,5	−5,4
Dette publique[h]	—	—	—	—	—	—	115,7	119,2	122,3
Impulsion budgétaire[i]	—	—	—	—	—	—	−1,1	−0,5	−0,8

[a] En volume, aux prix chaînés. [b] FBCF : Formation Brute de Capital Fixe ; APU : Administrations Publiques. [c] Biens et services. [d] Demande intérieure hors variation de stocks. [e] Contribution à la croissance du PIB. [f] Evolution de l'indice des prix à la consommation (IPC ou IPCH selon les pays). Pour les trimestres, glissement annuel (T/T(-4)) des prix. Pour les années, croissance moyenne annuelle des prix. [g] Au sens du BIT, en % de la population active. Pour les trimestres moyenne trimestrielle, pour les années, moyenne annuelle. [h] En % du PIB annuel, en fin d'année. [i] Variation annuelle du déficit public (APU) structurel, en points de PIB.

Sources : Insee, prévision IFE-OFCE octobre 2026.